

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 97 — 1363

[S - C - 97/2051]

#### 20 MAI 1997. — Loi portant diverses mesures en matière de fonction publique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques*

**Art. 2.** A l'article 3, alinéa 9, de la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, remplacé par l'arrêté royal n° 35 du 10 août 1939, les mots « dans les dix jours » sont remplacés par les mots « dans les trente jours ».

#### CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public*

**Art. 3.** A l'article 3 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié par la loi du 13 juillet 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la disposition suivante :

« 4° le membre du personnel menacé par une maladie professionnelle et qui, de ce fait, cesse temporairement d'exercer ses fonctions, a droit à une indemnité. »;

2° il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Est considéré comme menacé par une maladie professionnelle, le membre du personnel chez qui l'on constate une prédisposition à la maladie professionnelle ou l'apparition des premiers symptômes de celle-ci. »

(1) *Session 1996-1997*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 645/1.

*Amendements.* — 645/2 et 3.

*Avis du Conseil d'Etat :* 645/4.

*Amendements.* — 645/5.

*Rapport :* 645/6.

*Amendements.* — 645/8 à 10.

*Avis du Conseil d'Etat :* 645/11.

*Amendement.* — 645/12.

*Rapport complémentaire :* 645/13.

*Article modifié par la commission :* 645/14.

*Annales de la Chambre.* — Discussion et adoption : 18 et 19 décembre 1996, 23 janvier, 5 et 6 mars 1997.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 556/1.

*Procédure d'évocation.*

*Amendements.* — 556/2.

*Rapport :* 556/3.

*Amendements.* — 556/5.

*Annales du Sénat.* — Discussion et adoption : 30 avril 1997.

### MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 97 — 1363

[S - C - 97/2051]

#### 20 MEI 1997. — Wet houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 17 februari 1849 die de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wijzigt*

**Art. 2.** In artikel 3, negende lid, van de wet van 17 februari 1849 die de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wijzigt, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 35 van 10 augustus 1939, worden de woorden « binnen de tien dagen » vervangen door de woorden « binnen dertig dagen ».

#### HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector*

**Art. 3.** In artikel 3 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd door de wet van 13 juli 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 4° heeft het personeelslid dat door een beroepsziekte bedreigd wordt en dat daardoor tijdelijk ophoudt zijn ambt uit te oefenen, recht op een vergoeding. »;

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Als door een beroepsziekte bedreigd, wordt beschouwd het personeelslid bij wie men een gepredisponeerdheid tot de beroepsziekte of het verschijnen van de eerste symptomen ervan vaststelt. »

(1) *Zitting 1996-1997*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp nr. 645/1.

*Amendementen.* — 645/2 en 3.

*Advies van de Raad van State :* 645/4.

*Amendementen.* — 645/5.

*Verslag :* 645/6.

*Amendementen.* — 645/8 tot 10.

*Advies van de Raad van State :* 645/11.

*Amendement.* — 645/12.

*Aanvullend verslag :* 645/13.

*Artikel gewijzigd door de commissie :* 645/14.

*Handelingen van de Kamer.* — Bespreking en aanneming : 18 en 19 december 1996, 23 januari, 5 en 6 maart 1997.

Senaat :

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp nr. 556/1.

*Evocatieprocedure.*

*Amendementen.* — 556/2.

*Verslag :* 556/3.

*Amendementen.* — 556/5.

*Handelingen van de Senaat.* — Bespreking en aanneming : 30 april 1997.

**Art. 4.** L'article 3bis de la même loi, y inséré par la loi du 13 juillet 1973, est complété par l'alinéa suivant :

« Sous réserve de l'application d'une disposition légale ou réglementaire plus favorable, les membres du personnel auxquels la présente loi a été rendue applicable, bénéficient des dispositions prévues en cas d'incapacité temporaire totale par la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, lorsque menacés par une maladie professionnelle, ils cessent temporairement d'exercer leurs fonctions et n'ont pu être affectés à d'autres tâches. Pour la travailleuse enceinte, l'application des dispositions prévues en cas d'incapacité temporaire totale, est limitée à la période s'écoulant entre le début de la grossesse et le début des sept semaines préalables à la date présumée de l'accouchement. »

**Art. 5.** A l'article 14, § 3, de la même loi, abrogé par la loi du 21 décembre 1994 et rétabli par la loi du 20 décembre 1995, l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« En ce qui concerne les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, la Communauté ou la Commission communautaire est subrogée de plein droit jusqu'à concurrence de la subvention-traitement ou du salaire qui est payé en faveur de la victime pendant la période d'incapacité temporaire. »

**Art. 6.** Dans l'article 14bis de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, les mots « ainsi que les employeurs des catégories de personnels visées à l'article 1<sup>er</sup>bis » sont insérés après les mots « à l'article 1<sup>er</sup> »;

2<sup>o</sup> au § 3, les mots « ainsi que les employeurs des catégories de personnels visées à l'article 1<sup>er</sup>bis » sont insérés après les mots « à l'article 1<sup>er</sup> ».

**Art. 7.** L'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973, est remplacé comme suit :

« Les actions en paiement des indemnités se prescrivent par trois ans à dater de la notification de l'acte juridique administratif contesté. »

**Art. 8.** L'article 7 est applicable aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles déclarés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

**Art. 9.** A l'égard des membres du personnel, auxquels une rente et/ou un capital est [a été] accordé(e) suite à un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle dont ils ont été victimes avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, la décision de la Cour des Comptes de refuser son visa en raison du dépassement du délai de prescription visé à l'article 20 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles, est considérée comme nulle et non avenue, lorsque le dépassement de ce délai n'est pas dû aux membres du personnel concerné.

**Art. 10.** Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 1995.

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement*

**Art. 11.** L'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, remplacé par la loi du 22 août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> sous réserve des dispositions de l'article 5, 5<sup>o</sup>, la nomination intervient dans un des grades auxquels donne accès le diplôme ou le certificat d'études dont l'intéressé est titulaire. Lorsque celui-ci est titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études donnant accès à plusieurs grades de recrutement du même niveau, le Secrétaire permanent au Recrutement l'invite à faire savoir dans lequel de ces grades il demande sa nomination.

**Art. 4.** Artikel 3bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1973, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onder voorbehoud van de toepassing van een meer gunstige wets- of verordeningsbepaling, genieten de personeelsleden op wie deze wet van toepassing werd verklaard, het voordeel van de bepalingen die door de wetgeving op de schadevergoeding voor beroepsziekten zijn vastgesteld gedurende de periode van tijdelijke volledige ongeschiktheid, wanneer zij, door een beroepsziekte bedreigd, tijdelijk hun ambt stopzetten en niet voor andere opdrachten zijn kunnen ingezet worden. Voor de zwangere werkneemster wordt de toepassing van de bepalingen die in geval van tijdelijke volledige ongeschiktheid bepaald zijn, beperkt tot de periode die verloopt tussen het begin van de zwangerschap en het begin van de zeven weken die aan de vermoedelijke datum van de bevalling voorafgaan. »

**Art. 5.** In artikel 14, § 3, van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 21 december 1994 en opnieuw opgenomen bij de wet van 20 december 1995, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Wat de personeelsleden betreft die bedoeld zijn in artikel 1, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, wordt de Gemeenschap of de Gemeenschapscommissie van rechtswege in de plaats gesteld tot beloop van de weddetoelage of van het loon, dat aan het slachtoffer tijdens de periode van tijdelijke ongeschiktheid uitbetaald wordt. »

**Art. 6.** In artikel 14bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1 worden de woorden « alsook degenen die de in artikel 1bis bedoelde personeelscategorieën tewerkstellen » ingevoegd na de woorden « rechtspersonen of instellingen »;

2<sup>o</sup> in § 3 worden de woorden « alsook degenen die de in artikel 1bis bedoelde personeelscategorieën tewerkstellen » ingevoegd na de woorden « rechtspersonen of instellingen ».

**Art. 7.** Artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973, wordt vervangen als volgt :

« Vorderingen tot betaling van vergoedingen verjaren na het verstrijken van een termijn van drie jaar te rekenen van de dag waarop de betwiste administratieve rechtshandeling ter kennis werd gebracht. »

**Art. 8.** Artikel 7 is van toepassing op de arbeidsongevallen, op de ongevallen op de weg naar en van het werk en op de beroepsziekten die zijn aangegeven voor de datum van inwerkingtreding van deze wet en waarover nog geen gerechtelijke beslissing is genomen die in kracht van gewijsde is gegaan.

**Art. 9.** Ten aanzien van de personeelsleden, aan wie een rente en/of een kapitaal wordt [werd] toegekend ingevolge een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte waarvan zij het slachtoffer zijn geweest voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, wordt de beslissing van het Rekenhof om haar visum te weigeren wegens het overschrijden van de verjaringstermijn bedoeld in artikel 20 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, voor onbestaande gehouden, wanneer de overschrijding van deze termijn niet te wijten is aan de betrokken personeelsleden.

**Art. 10.** De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op de eerste dag van de maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5 dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1995.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd*

**Art. 11.** Artikel 6, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, vervangen bij de wet van 22 augustus 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2<sup>o</sup> onder voorbehoud van de beschikkingen van artikel 5, 5<sup>o</sup>, geschiedt de benoeming in een van de graden waartoe het diploma of studiegetuigschrift, waarvan belanghebbende houder is, toegang geeft. Wanneer deze houder is van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang verleent tot verschillende aanwervingsgraden van hetzelfde niveau, nodigt de Vaste Wervingssecretaris hem uit te laten weten in welke van deze graden hij zijn benoeming vraagt.

Le grade auquel l'intéressé est nommé est déterminé, compte tenu de cette option éventuelle, par le Secrétaire permanent au Recrutement.

Compte tenu de la nature des fonctions à conférer, le Secrétaire permanent au Recrutement peut soumettre préalablement l'intéressé à un test d'aptitude professionnelle.

Le contenu de ce test est fixé par le Secrétaire permanent au Recrutement. »

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités*

**Art. 12.** A l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifié par les lois des 20 juin 1975, 19 juillet 1983, 6 juillet 1989, 21 mars 1991, 22 juillet 1993 et 21 décembre 1994 et par l'arrêté royal du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° a) des administrations et autres services des gouvernements des communautés et des régions, ainsi que des administrations et autres services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et du Collège de la Commission communautaire française;

b) des établissements d'enseignement créés par les communautés ou au nom de celles-ci;

c) des établissements de l'enseignement non subventionné créés par la Commission communautaire française;

d) des personnes morales de droit public dépendant des communautés, des régions, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française; »;

B. le § 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° des établissements de l'enseignement subventionné créé par la Commission communautaire française, des provinces, des communes, de la Commission communautaire flamande ainsi que tous autres organismes provinciaux et locaux visés aux articles 162 et 165 de la Constitution; »;

C. le § 1<sup>er</sup>, 6°, est abrogé;

D. le § 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° a) au personnel des Services de la Chambre des représentants et du Sénat;

b) aux membres et au personnel de la Cour des comptes;

c) aux membres, greffiers et personnel du Comité permanent de contrôle des services de police et du Comité permanent de contrôle des services de renseignements ainsi qu'aux chefs, membres et personnel du Service d'enquêtes attaché à chacun de ces Comités, visés par la loi du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements;

d) aux médiateurs fédéraux visés par la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux; »;

E. le § 2, 1° bis, est abrogé;

F. le § 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° aux magistrats de l'Ordre judiciaire; ».

**Art. 13.** A l'article 3 de la même loi, modifié par les lois des 19 juillet 1983, 30 décembre 1988, 6 juillet 1989 et 20 juillet 1991 et par l'arrêté royal du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le comité commun à l'ensemble des services publics; ce comité est compétent pour les questions qui intéressent à la fois les membres du personnel visés au 1° et ceux visés au 2°; ces questions comprennent notamment les accords collectifs généraux correspondant aux accords dits de programmation sociale. Toutefois, et sans préjudice des dispositions des alinéas 7 et 9 à 11 du présent paragraphe, le comité des services publics provinciaux et locaux est exclusivement compétent pour les questions concernant les dispositions générales visées à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile et qui intéressent à la fois les membres du personnel visés au 1° et ceux visés au 2°. »;

Rekening houdend met deze eventuele optie, wordt de graad waarin belanghebbende benoemd wordt, bepaald door de Vaste Wervingssecretaris.

Rekening houdend met de aard van de te verlenen functies, kan de Vaste Wervingssecretaris voorafgaandelijk de belanghebbende onderwerpen aan een test over zijn beroeps geschiktheid.

De inhoud van deze test wordt door de Vaste Wervingssecretaris vastgesteld. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel*

**Art. 12.** In artikel 1 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wetten van 20 juni 1975, 19 juli 1983, 6 juli 1989, 21 maart 1991, 22 juli 1993 en 21 december 1994 en bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. paragraaf 1, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° a) de besturen en andere diensten van de gemeenschaps- en gewestregeringen en de besturen en andere diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

b) de onderwijsinstellingen opgericht door of namens de gemeenschappen;

c) de niet-gesubsidieerde onderwijsinstellingen opgericht door de Franse gemeenschapscommissie;

d) de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de gemeenschappen, de gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie; »;

B. paragraaf 1, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de gesubsidieerde onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschapscommissie, provincies, gemeenten, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en alle andere provinciale of plaatselijke instellingen bedoeld in de artikelen 162 en 165 van de Grondwet; »;

C. § 1, 6°, wordt opgeheven;

D. § 2, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° a) het personeel van de diensten van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat;

b) de leden en het personeel van het Rekenhof;

c) de leden, griffiers en personeel van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten en van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten alsmede het hoofd, de leden en het personeel van de aan elk van die Comités verbonden Dienst enquêtes, bedoeld in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten;

d) de federale ombudsmannen bedoeld in de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen; »;

E. § 2, 1° bis, wordt opgeheven;

F. § 2, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° magistraten van de Rechterlijke Orde; ».

**Art. 13.** In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1983, 30 december 1988, 6 juli 1989 en 20 juli 1991 en bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. § 1, eerste lid, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten; dit comité is bevoegd voor zaken die zowel op de onder 1° als op de onder 2° bedoelde personeelsleden betrekking hebben; tot die zaken behoren inzonderheid de algemene collectieve overeenkomsten die overeenstemmen met de zogeheten akkoorden inzake sociale programmering. Evenwel, en onverminderd de bepalingen van de leden 7 en 9 tot 11 van deze paragraaf, is het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten uitsluitend bevoegd voor de zaken betreffende de algemene bepalingen bedoeld in artikel 9 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, die zowel op de onder 1° als op de onder 2° bedoelde personeelsleden betrekking hebben. »;

B. le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux n'est toutefois compétent que si les questions intéressent les agents d'au moins deux services publics fédéraux, communautaires ou régionaux pour lesquels au moins deux comités de secteur ont été créés en application de l'article 4.

Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, deuxième phrase, le comité des services publics provinciaux et locaux n'est toutefois compétent que si les questions intéressent les agents d'au moins deux services publics provinciaux ou locaux pour lesquels au moins deux comités particuliers ont été créés. »

**Art. 14.** Dans l'article 5, § 2, alinéa 2, de la même loi, y inséré par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, les mots « une Communauté, une Région ou la Commission communautaire commune » sont remplacés par les mots « une Communauté, une Région, la Commission communautaire commune ou la Commission communautaire française ».

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes*

**Art. 15.** L'article 22, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne les administrations, cette reconnaissance incombe :

— au comité de concertation compétent le plus proche de l'administration concernée, pour les administrations auxquelles la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est applicable;

— et, pour les autres administrations, à l'organe de concertation syndicale désigné par les autorités compétentes. »

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public*

**Art. 16.** L'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les personnes visées à l'article 9 sont recrutées dans le grade pour lequel elles ont concouru, dans les limites d'un quota réservé égal à 50 % des emplois à conférer. »

**Art. 17.** L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Ne peuvent être invoqués à l'encontre des bénéficiaires du présent chapitre les droits de priorité accordés par :

1° la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

2° l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics. »

**Art. 18.** L'article 13 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses*

**Art. 19.** L'article 7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, modifié par les lois des 26 juin 1992, 6 mai 1993 et 6 août 1993, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent chapitre, sont assimilés à des personnes occupées par un service public ou par tout autre organisme de droit public :

1° les membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé, lorsque ces membres du personnel bénéficient d'une subvention-traitement ou d'un salaire à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

B. § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten is echter enkel bevoegd indien de te behandelen zaken betrekking hebben op personeel van ten minste twee federale, gemeenschaps- of gewestelijke overheidsdiensten waarvoor ten minste twee sectorcomités zijn opgericht krachtens artikel 4.

Onverminderd § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, tweede zin, is het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten echter enkel bevoegd indien de te behandelen zaken betrekking hebben op personeel van ten minste twee provinciale of plaatselijke overheidsdiensten waarvoor ten minste twee bijzondere comités zijn opgericht. »

**Art. 14.** In artikel 5, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de woorden « een Gemeenschap, een Gewest of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » vervangen door de woorden « een Gemeenschap, een Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces*

**Art. 15.** Artikel 22, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, wordt vervangen door het volgende lid :

« Wat de administraties betreft, behoort die erkenning :

— aan het bevoegde overlegcomité dat het dichtst bij de betrokken administratie staat, voor de administraties waarop de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel van toepassing is;

— en voor de andere administraties, aan het orgaan van syndicaal overleg aangewezen door de bevoegde overheden. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut*

**Art. 16.** Artikel 11, § 1, van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De onder artikel 9 bedoelde personen worden, binnen de perken van een quotum dat 50 % van de te begeven betrekkingen bedraagt, aangeworven in de graad waarvoor zij het examen hebben afgelegd. »

**Art. 17.** Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12. Tegen de begunstigden van dit hoofdstuk mogen niet worden ingeroepen de prioriteitsrechten die verleend zijn door :

1° de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;

2° het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. »

**Art. 18.** Artikel 13 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen*

**Art. 19.** Artikel 7, § 2, eerste lid, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1992, 6 mei 1993 en 6 augustus 1993, wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden met personen die tewerkgesteld zijn in een overheidsdienst of in elke andere publiekrechtelijke instelling gelijkgesteld :

1° de personeelsleden van de onderwijsinstellingen opgericht door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen, voor zover die personeelsleden een weddetoelage of een loon bekomen van een Gemeenschap of van een Gemeenschapscommissie;

2° les membres du personnel académique des établissements d'enseignement universitaire organisés par des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé reconnus par une Communauté;

3° les membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle, des centres psycho-médico-sociaux et des services d'accompagnement pédagogique, organisés par des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé, lorsque ces membres du personnel bénéficient d'une subvention-traitement à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

4° les ministres des cultes catholique, protestant, orthodoxe, anglican, israélite et les imams du culte islamique ainsi que les conseillers laïques;

5° le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, ses adjoints ainsi que les présidents et assesseurs permanents de la Commission permanente de recours des réfugiés;

6° les membres des services de médiation des entreprises publiques autonomes visés à l'article 44 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7° le Conseiller général et le Conseiller général adjoint du Service de la Politique criminelle;

8° le Secrétaire permanent à la Politique de prévention et les secrétaires adjoints. »

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique*

**Art. 20.** L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, a, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique est complété comme suit :

« — le Bureau fédéral du Plan. »

**Art. 21.** A l'article 3 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> et seulement dans les services publics énumérés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser l'engagement de personnes sous le régime du contrat de travail afin d'accomplir des tâches permanentes durant la période pendant laquelle des emplois définitifs du cadre organique ne peuvent pas être pourvus par insuffisance de lauréats des concours de recrutement organisés par le Secrétariat permanent de recrutement en vue de pourvoir à ces emplois.

L'engagement de ces personnes a lieu aux conditions et modalités fixées par l'article 4, §§ 2 et 5. »;

2° le § 2 devient le § 3.

**Art. 22.** A l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 30 mars 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les conditions et les modalités de l'engagement ainsi que les conditions de travail de personnes sous contrat de travail dont question au § 1<sup>er</sup> et ce, sans préjudice des dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail »;

2° un § 6, rédigé comme suit, est inséré :

« § 6. Les arrêtés royaux pris en application du § 2, 1°, pour les administrations et autres services des ministères visés au § 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux contrats conclus dans les postes diplomatiques et consulaires établis à l'étranger. »

**Art. 23.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la même loi, les mots « à l'article 4 » sont remplacés par les mots « aux articles 3, § 2 et 4 ».

**Art. 24.** L'article 14, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'emploi dans lequel les membres du personnel peuvent être utilisés, doit soit être définitivement vacant soit être un emploi visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, à condition que l'engagement sous contrat de travail d'un ou de plusieurs membres du personnel dans cet emploi ne prévoit pas l'octroi d'une prime en exécution de l'article 94 de la loi-programme du 30 décembre 1988. »

**Art. 25.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 22, 2°.

2° de leden van het academisch personeel van de instellingen voor universitair onderwijs opgericht door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen erkend door een Gemeenschap;

3° de personeelsleden van de diensten voor school- en beroepsoriëntering, van de psycho-medisch-sociale centra en van de pedagogische begeleidingsdiensten, opgericht door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen, wanneer die personeelsleden een weddetoe-lage genieten ten laste van een Gemeenschap of van een Gemeenschaps-commissie;

4° de bedienaars van de katholieke, protestantse, orthodoxe, angli-kaanse, israëlitische eredienst en de imams van de islamitische eredienst alsook de lekenconsulenten;

5° de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen, zijn adjuncten alsook de vaste voorzitters en assessoren van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen;

6° de leden van de ombudsdienst van de autonome overheidsbedrij-ven bedoeld bij artikel 44 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

7° de Adviseur-generaal en de adjunct-adviseur-generaal van de Dienst voor het strafrechtelijk beleid;

8° de Vaste Secretaris voor het Preventiebeleid en de adjunct-secretarissen. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken*

**Art. 20.** Artikel 1, § 1, tweede lid, 2°, a, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken wordt aangevuld als volgt :

« — het federale Planbureau. »

**Art. 21.** In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigin-gen aangebracht :

1° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 en enkel in de overheidsdiensten die zijn opgesomd in artikel 4, § 1, kan de Koning, bij een in Ministerraad overgelegd besluit, machtiging verlenen voor de indienstneming van personen in de arbeidsovereenkomstregeling om permanent opdrach-ten te vervullen tijdens de periode gedurende welke er in vaste betrekkingen van de personeelsformatie niet kan worden voorzien wegens gebrek aan voldoende geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens die door het Vast Wervingssecretariaat georgani-seerd worden om in deze betrekkingen te voorzien.

De indienstneming van deze personen gebeurt onder de voorwaar-den en modaliteiten die door artikel 4, §§ 2 en 5, zijn vastgesteld. »;

2° § 2 wordt § 3.

**Art. 22.** In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de voorwaarden en de wijze van indienstneming alsook de arbeidsvoorwaarden van de met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personen zoals bedoeld in § 1, en dit onverminderd de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten »;

2° een § 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De koninklijke besluiten die uitgevaardigd zijn met toepassing van § 2, 1°, voor de besturen en andere diensten van de ministeries, bedoeld in § 1, zijn niet toepasselijk op de overeenkomsten afgesloten in de diplomatieke en consulaire posten in het buitenland. »

**Art. 23.** In artikel 7, § 1, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden « in artikel 4 » vervangen door de woorden « in de artikelen 3, § 2 en 4 ».

**Art. 24.** Artikel 14, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De betrekking waarin de personeelsleden kunnen worden gebe-zigd, moet ofwel definitief vacant zijn ofwel een betrekking zijn bedoeld in artikel 4, § 1, 1° en 2°, op voorwaarde dat de indienstneming bij arbeidsovereenkomst van één of meer personeelsleden voor deze betrekking niet geschiedt met toekenning van een premie ter uitvoering van artikel 94 van de programmawet van 30 december 1988. »

**Art. 25.** De Koning stelt de datum vast waarop artikel 22, 2°, van kracht wordt.

CHAPITRE X. — *Modification de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public*

**Art. 26.** Dans l'article 4 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le membre du personnel peut renoncer à la prime mensuelle visée au § 1<sup>er</sup> si sa perception exclut le paiement d'une pension. Il adresse à cet effet une lettre recommandée à la poste au service dont il relève. »

**Art. 27.** A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « à durée indéterminée » sont supprimés;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1<sup>er</sup> moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court. »;

3° le § 3 est abrogé.

CHAPITRE XI. — *Du congé politique des membres du personnel de certains services publics*

**Art. 28.** Le présent chapitre est applicable :

1° aux membres du personnel des administrations et autres services des ministères qui sont soumis à un statut ou ont été engagés par contrat de travail à durée indéterminée;

2° aux membres du personnel qui sont soumis à un statut ou ont été engagés par contrat de travail à durée indéterminée, et qui relèvent d'un organisme d'intérêt public soumis à l'autorité, à la tutelle ou au contrôle de l'Etat.

Il n'est pas applicable aux membres du personnel des entreprises publiques autonomes visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et des institutions publiques de crédit visées par la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé.

**Art. 29.** Les membres du personnel visés à l'article 28 sont mis en congé politique de plein droit à temps plein en vue de l'exercice d'un mandat parlementaire régional, communautaire ou européen.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux membres du personnel qui sont visés à l'article 28 et exercent un mandat parlementaire au Conseil de la Communauté germanophone.

Les membres du personnel des organismes d'intérêt public visés à l'article 28 sont mis en congé politique de plein droit, pour l'exercice d'un mandat parlementaire dans les Chambres fédérales.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Les périodes couvertes par le congé politique ne sont pas rémunérées. Elles sont assimilées à des périodes d'activité de service.

§ 2. Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, l'exécution de ce dernier est suspendue pendant les périodes couvertes par le congé politique.

Ces périodes sont prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

**Art. 31.** Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment l'intéressé recouvre ses droits statutaires ou contractuels. S'il a été remplacé dans son emploi, il est affecté à un autre emploi conformément aux dispositions qui lui sont applicables.

**Art. 32.** Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le 21 mai 1995.

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector*

**Art. 26.** In artikel 4 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Het personeelslid kan afzien van de in § 1 bedoelde premie als de inning ervan de uitbetaling van een pensioen uitsluit. Hij richt daartoe een bij de post aangetekende brief aan de dienst waaronder hij ressorteert. »

**Art. 27.** In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van onbepaalde tijd » geschrapt;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het personeelslid kan een einde maken aan de in § 1 bedoelde arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder de betrokkene ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt. »;

3° § 3 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XI. — *Het politiek verlof van de personeelsleden van sommige overheidsdiensten*

**Art. 28.** Dit hoofdstuk is van toepassing op :

1° de personeelsleden van de besturen en andere diensten van de ministeries die onder de toepassing van een statuut vallen of met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd in dienst zijn genomen;

2° de personeelsleden die onder de toepassing van een statuut vallen of met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd in dienst zijn genomen en die onder een instelling van openbaar nut ressorteren welke onder het gezag, het toezicht of de controle van de Staat valt.

Het is niet van toepassing op de personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven bedoeld in artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en van de openbare kredietinstellingen bedoeld in de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen.

**Art. 29.** De in artikel 28 bedoelde personeelsleden worden van rechtswege voltijds in politiek verlof geplaatst met het oog op de uitoefening van een parlementair mandaat bij een gewest of gemeenschap of bij het Europees parlement.

Het vorige lid geldt niet voor de in artikel 28 bedoelde personeelsleden die een parlementair mandaat uitoefenen bij de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

De in artikel 28 bedoelde personeelsleden van de instellingen van openbaar nut worden van rechtswege in politiek verlof geplaatst voor de uitoefening van een parlementair mandaat bij de Federale Kamers.

**Art. 30.** § 1. De door het politiek verlof gedekte periodes worden niet bezoldigd. Ze worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

§ 2. Voor de personeelsleden die met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen zijn, wordt de uitvoering daarvan geschorst tijdens de periodes die door het politiek verlof gedekt zijn.

Deze periodes worden beschouwd als diensten die in aanmerking komen met het oog op een weddeverhoging.

**Art. 31.** Het politiek verlof verstrijkt uiterlijk de laatste dag van de maand welke volgt op die van het einde van het mandaat.

Op dat ogenblik krijgt de betrokkene zijn statutaire of contractuele rechten terug. Als hij in zijn betrekking vervangen is, wordt hij voor een andere betrekking aangewezen, overeenkomstig de op hem toepasselijke bepalingen.

**Art. 32.** De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op 21 mei 1995.

CHAPITRE XII. — *Dispositions diverses**Section 1<sup>re</sup>.* — De certains membres du personnel contractuels

**Art. 33.** Un article 19, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, modifiée par la loi du 22 juillet 1993 :

« Art. 19. Par dérogation aux articles 11, § 1<sup>er</sup> et 15, § 3, les agents contractuels en service au 1<sup>er</sup> janvier 1996 qui ont été versés dans les réserves des concours de recrutement organisés par le Secrétariat permanent de recrutement entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 décembre 1991, et qui peuvent invoquer ses dispositions, sont nommés par priorité dans le grade pour lequel ils ont réussi le concours de recrutement pour autant que des emplois soient vacants au cadre du personnel et que les crédits de personnel soient disponibles ».

*Section 2.* — Orchestre national de Belgique

**Art. 34.** A l'article 13 de la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique, modifié par les lois des 23 mai 1960 et 22 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Aux conditions fixées par l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, le conseil d'administration peut engager par voie contractuelle, un chef d'orchestre-directeur musical, un chef d'orchestre adjoint et un intendant. »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 35.** L'article 13bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et à l'article 10 de la loi du 22 juillet 1993 précitée, les dispositions relatives aux membres du personnel de l'Orchestre national de Belgique en matière de statut administratif, ne sont pas applicables au chef d'orchestre-directeur musical, à son adjoint ainsi qu'à l'intendant. »

**Art. 36.** Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements effectués auprès de l'Orchestre national de Belgique en application de l'article 13 de la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique, sont validés à leur date.

**Art. 37.** La présente section produit ses effets le 14 août 1993, à l'exception de l'article 36 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

*Section 3.* — Théâtre royal de la Monnaie

**Art. 38.** A l'article 16 de la loi du 10 avril 1963 créant un établissement public dénommé « Théâtre royal de la Monnaie », modifié par les arrêtés royaux n° 267 du 31 décembre 1983 et n° 545 du 31 mars 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et à l'article 10 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, le personnel artistique, administratif et technique ainsi que les collaborateurs directs du directeur peuvent être engagés par le conseil d'administration par contrat de travail à durée indéterminée. »;

2° au § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'application du § 1<sup>er</sup> et par dérogation à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 juillet 1993 précitée, le directeur peut être autorisé par le conseil d'administration à engager par contrat de travail à durée déterminée les membres des différentes catégories de personnels visées au § 1<sup>er</sup>. »

HOOFDSTUK XII. — *Diverse bepalingen**Afdeling 1.* — Over sommige contractuele personeelsleden

**Art. 33.** Een artikel 19, luidend als volgt, wordt in de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, ingevoegd :

« Art. 19. In afwijking van de artikelen 11, § 1 en 15, § 3, worden de contractuele personeelsleden in dienst op 1 januari 1996, die werden opgenomen in de wervingsreserves van de vergelijkende examens georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat tussen de datum van inwerkingtreding van deze wet en 31 december 1991, en die op de bepalingen ervan aanspraak kunnen maken, prioritair benoemd in de graad waarvoor zij voor het vergelijkend wervingsexamen zijn geslaagd, voor zover er betrekkingen vacant zijn in de personeelsformatie en de nodige personeelskredieten beschikbaar zijn ».

*Afdeling 2.* — Nationaal Orkest van België

**Art. 34.** In artikel 13 van de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België, gewijzigd door de wetten van 23 mei 1960 en 22 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De raad van beheer kan, tegen de voorwaarden die zijn vastgelegd bij artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, bij arbeidsovereenkomst een orkestdirecteur-muziekdirecteur, een adjunct-orkestdirecteur en een intendant in dienst nemen. »;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 35.** Artikel 13bis, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door het volgende lid :

« In afwijking van artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van artikel 10 van de voormelde wet van 22 juli 1993, zijn de bepalingen betreffende de personeelsleden van het Nationaal Orkest van België inzake administratief statuut niet van toepassing op de orkestdirecteur-muziekdirecteur, zijn adjunct en de intendant. »

**Art. 36.** In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemen die bij het Nationaal orkest van België verricht zijn met toepassing van artikel 13 van de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België, geldig verklaard op de datum ervan.

**Art. 37.** Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 14 augustus 1993, met uitzondering van artikel 36 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1992.

*Afdeling 3.* — Koninklijke Muntchouwburg

**Art. 38.** In artikel 16 van de wet van 10 april 1963 tot oprichting van een openbare instelling genaamd « Koninklijke Muntchouwburg », gewijzigd door de koninklijke besluiten nr. 267 van 31 december 1983 en nr. 545 van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In afwijking van artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van artikel 10 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, kunnen het artistiek, administratief en technisch personeel alsook de rechtstreekse medewerkers van de directeur door de raad van bestuur in dienst genomen worden bij arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur. »;

2° in § 2 wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« Onverminderd de toepassing van § 1 en in afwijking van artikel 4, § 1, van de voormelde wet van 22 juli 1993, kan de directeur door de raad van bestuur gemachtigd worden om de leden van de verschillende in § 1 genoemde personeelscategorieën bij arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd in dienst te nemen. »

**Art. 39.** Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués au Théâtre royal de la Monnaie en application de l'article 16 de la loi précitée du 10 avril 1963, sont validés à leur date.

**Art. 40.** L'article 38 produit ses effets le 14 août 1993. L'article 39 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

*Section 4. — Palais des Beaux-Arts*

**Art. 41.** L'article 15 de la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne morale de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » est complété par un § 3, libellé comme suit :

« § 3. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public et à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, le conseil d'administration ou l'organe ayant reçu délégation peut engager par contrat de travail à durée déterminée et pour un projet précis, moyennant l'avis favorable du délégué du ministre des Finances, les membres du personnel suivants :

a) six membres du personnel assimilés aux agents de l'Etat de niveau 1, à raison de trois par rôle linguistique;

b) des membres du personnel assimilés aux agents de l'Etat des niveaux 2 et 3.

Ces engagements ne peuvent être effectués que dans les limites des crédits disponibles. »

**Art. 42.** Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués au Palais des Beaux-Arts en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 6 mars 1989 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du « Palais des Beaux-Arts », sont validés à leur date.

**Art. 43.** La présente section produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 1989.

*Section 5. — Administration générale de la Coopération au Développement*

**Art. 44.** Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués à l'Administration générale de la Coopération au Développement du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1989 organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement, sont validés à leur date.

**Art. 45.** La présente section produit ses effets le 8 avril 1989.

*Section 6. — Office national des Pensions*

**Art. 46.** Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués au siège central de l'Office national des Pensions, pour la maintenance et l'entretien du bâtiment, sont validés à leur date.

**Art. 47.** La présente section produit ses effets le 13 avril 1976.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

**Art. 39.** In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst die bij de Koninklijke Muntchouwborg met toepassing van artikel 16 van de voormelde wet van 10 april 1963 zijn verricht, op de datum der indienstneming geldig verklaard.

**Art. 40.** Artikel 38 heeft uitwerking met ingang van 14 augustus 1993. Artikel 39 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992.

*Afdeling 4. — Paleis voor Schone Kunsten*

**Art. 41.** Artikel 15 van de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten », wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut en van artikel 4, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, kan de raad van beheer of het daartoe gemachtigde orgaan bij arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd en voor een welomschreven project, na gunstig advies van de afgevaardigde van de minister van Financiën, de volgende personeelsleden in dienst nemen :

a) zes personeelsleden die met rijksambtenaren van niveau 1 worden gelijkgesteld, naar rato van drie per taalrol;

b) personeelsleden die worden gelijkgesteld met rijksambtenaren van de niveaus 2 en 3.

Deze indienstnemeningen kunnen enkel worden verricht binnen de perken van de beschikbare kredieten. »

**Art. 42.** In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst die bij het Paleis voor Schone Kunsten met toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 6 maart 1989 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Paleis voor Schone Kunsten » zijn verricht, op de datum ervan geldig verklaard.

**Art. 43.** Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 april 1989.

*Afdeling 5. — Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking*

**Art. 44.** In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst bij het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, met toepassing van artikel 21 van het koninklijk besluit van 1 maart 1989 houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen, in België, ten gunste van ingezetenen van ontwikkelingslanden, op de datum ervan geldig verklaard.

**Art. 45.** Deze afdeling heeft uitwerking op 8 april 1989.

*Afdeling 6. — Rijksdienst voor Pensioenen*

**Art. 46.** In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst die bij het hoofdbestuur van de Rijksdienst voor Pensioenen zijn verricht voor het onderhoud van het gebouw, op de datum ervan geldig verklaard.

**Art. 47.** Deze afdeling heeft uitwerking op 13 april 1976.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met s' Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK